

Ex-diplomate britannique détenu pour paix et contacts avec la Russie | Ian Proud

L'ancien diplomate britannique à Moscou, Ian Proud, a été détenu à l'aéroport d'Heathrow pour avoir apparemment commis l'infraction de se rendre au Club de discussion Valdaï afin de s'entretenir avec l'intelligentsia russe. Ian et Pascal discutent des libertés civiles, des sanctions, des règles relatives à l'influence étrangère et de ce qu'ils considèrent comme le rétrécissement de l'espace européen réservé à la dissidence. Proud partage ses impressions de Moscou, met en garde contre l'escalade nucléaire et soutient que l'abandon de la diplomatie met en danger la sécurité européenne. Leur conversation se conclut par un appel au dialogue, à l'engagement du public et à une fin négociée de la guerre. Liens d'Ian : The Peacemonger sur YouTube : <https://www.youtube.com/@IanProud> The Peacemonger sur Substack : <https://thepeacemonger.substack.com/> Site web d'Ian Proud : <https://www.prouddiplomat.com/> Liens de Neutrality Studies : Substack de Neutrality Studies : <https://pascallottaz.substack.com> Soutenir Neutrality Studies : <https://neutralitystudies.com/donate> Boutique de Neutrality Studies : <https://neutralitystudies.com/shop> Horodatages 00:00 Ian Proud revient de Russie 01:07 Détenu à Heathrow : le récit d'Ian 03:57 Interrogatoire, appareils saisis et répercussions sur la famille 18:40 Contestation de la détention et des règles relatives à l'influence étrangère 26:56 Sanctions, dissidence et libertés civiles 38:14 Ce qu'Ian a appris à Valdaï 45:37 Escalade nucléaire et nécessité de la diplomatie 56:37 Le coût humain de la guerre et un appel à la paix

#Pascal

Bienvenue à tous dans Neutrality Studies. Aujourd'hui, nous faisons le point avec notre ami et collègue Ian Proud, qui vient apparemment d'être arrêté au Royaume-Uni, à son retour de Russie. Ian, re-bienvenue.

#Ian Proud

Pascal, c'est toujours un plaisir de vous voir.

#Pascal

Et juste pour que tout le monde le sache, Ian anime cette formidable chaîne, The Peacemonger, qui est en plein essor sur YouTube. Ian y fait toutes sortes de choses formidables : pas seulement des podcasts, mais aussi des commentaires. Et il reçoit de très, très bons invités. Donc, Neutrality Studies recommande vivement The Peacemonger. Ian a aussi un Substack du même nom, où il

publie beaucoup de choses en ligne. Et Ian, vous êtes allé récemment... enfin, très récemment, en Russie. Et à votre retour, vous avez été arrêté. Que vous est-il arrivé ? Quand est-ce que c'est arrivé ? Et qu'est-ce qu'on vous a dit sur toute cette affaire ?

#Ian Proud

Le contexte important, c'est que j'ai été diplomate britannique en Russie de deux mille quatorze à deux mille dix-neuf. J'ai eu une habilitation de sécurité très secret, évidemment, pendant toute ma carrière diplomatique. J'ai autorisé de nombreuses sanctions contre la Russie, et ainsi de suite. Mais, comme vous le savez, depuis que j'ai quitté le service diplomatique, j'ai critiqué la politique étrangère occidentale vis-à-vis de la Russie et la guerre en Ukraine, qui, selon moi, a été un échec complet. Je reste tenu par mes obligations au titre de la loi sur les secrets officiels. Mais, compte tenu de mon expérience passée, j'ai demandé conseil à l'ancien ambassadeur à Moscou avant de me rendre en Russie. J'avais été invité à cette conférence de Valdai. C'est un événement prestigieux, en fait, un événement universitaire très sélectif. C'est une sorte de rassemblement académique. Et il m'a dit : « C'est un excellent événement, vous devriez y aller. »

Voici Sir Tony Brenton, ancien ambassadeur à Moscou. J'avais écrit au ministère des Affaires étrangères, vous savez, pour expliquer les raisons de mon voyage, pour préciser que je respecterais mes obligations au titre de la loi sur les secrets officiels. Ils m'avaient répondu de manière tout à fait correcte. Et pourtant, quand j'arrive à Heathrow, je suis quand même arrêté. Pendant trois heures. Alors même que j'avais informé le gouvernement, que j'avais consulté l'ancien ambassadeur à Moscou. Tout mon matériel est confisqué. Je suis fouillé, on me prélève un échantillon d'ADN, on me photographie, on prend mes empreintes digitales, on m'interroge. Toute l'affaire dure en quelque sorte trois heures. Du coup, en gros, cet ordinateur portable avec lequel je vous parle aujourd'hui, j'ai dû l'acheter parce qu'ils ont pris le mien. Ils ont aussi pris cette caméra mobile, avec une carte SD. J'avais toutes ces superbes vidéos que j'ai filmées, notamment avec Sergueï Karaganov et d'autres personnes. Ils ont pris tout ça.

Je ne peux pas mettre en ligne tout ce contenu que j'ai produit en Russie. Ils m'ont pris mon téléphone. Donc le téléphone avec lequel je vous ai envoyé des messages sur WhatsApp ces deux derniers jours, j'ai dû l'acheter. Enfin, c'est complètement fou. C'est juste que, vous savez, je connaissais les risques en y allant, et je les ai évalués. J'en ai informé le gouvernement pour éviter tout malentendu, et pourtant, ils m'ont arrêté en vertu d'une loi antiterroriste.

#Pascal

C'est un acte de terrorisme. Vous avez été arrêté, soupçonné de terrorisme. Mais avez-vous été inculpé de quoi que ce soit ?

#Ian Proud

Non, je ne suis accusé de rien. C'est ça qui est étrange. C'est le caractère kafkaïen de cette loi. Il s'agit de la loi de deux mille dix-neuf sur la lutte contre le terrorisme et la sécurité aux frontières. Ils n'ont pas besoin de vous soupçonner de quoi que ce soit. Pourtant, ils peuvent vous retenir. Vous n'êtes pas en état d'arrestation, mais vous n'avez pas le droit de garder le silence. Réfléchissez-y un instant. Vous n'êtes soupçonné de rien. Vous n'êtes pas en état d'arrestation. Mais vous n'avez pas le droit de garder le silence. En revanche, vous êtes tenu de les laisser vous fouiller, de les laisser fouiller vos biens. Vous êtes tenu de leur donner les codes PIN de votre téléphone et de votre ordinateur portable. Et si vous ne donnez pas les codes PIN et les mots de passe de votre ordinateur portable, vous serez arrêté, parce que refuser de fournir ces informations constitue une infraction. Ils peuvent donc accéder immédiatement à toutes vos informations, et si vous ne les y autorisez pas, vous serez arrêté. Enfin, c'est complètement fou.

#Pascal

Dans l'Occident démocratique et libre, à Londres, comme cela vous est arrivé à Heathrow. Est-ce qu'on vous lit cette information, ou faut-il la connaître à l'avance pour ne pas commettre le crime de dire : « Je ne veux pas vous donner mon code PIN » ?

#Ian Proud

Non, ils vous le lisent dans les moindres détails, longs et ennuyeux, pour être honnête, parce qu'ils sont là avec leurs formulaires. Je ne sais pas si vous avez déjà rencontré beaucoup de policiers. Dans ce genre de situation, ils ont une façon de parler très longue et très bureaucratique. Je n'avais jamais été arrêté auparavant. Soyons clairs là-dessus. Tout vous est expliqué, puis on vous donne un papier sur lequel tout est écrit, vous savez, pour vos dossiers et tout ça. C'est juste... c'est complètement dingue. Vous vous dites : mais qu'est-ce qui se passe, bon sang ? C'est comme une dissonance cognitive totale. Et bien sûr, le truc, c'est que... enfin, ce n'est pas la situation la plus stressante que j'aie vécue dans ma vie professionnelle. Vous savez, j'ai vécu des choses bien plus stressantes que ça. Mais le plus dur, c'est que, là, ils vous disent : « Bon, est-ce qu'il y a quelqu'un que vous devez prévenir ? »

Et tout ça se passe, genre, au milieu de la nuit. Enfin, le policier doit appeler ma femme en pleine nuit pour lui dire que je suis retenu à l'aéroport. Et c'est juste que... elle était déjà inquiète de me savoir à Moscou. Vous savez, mes enfants se demandent un peu quand je vais rentrer à la maison. Et vous vous dites : bon, je pourrais rester ici six heures. Ils peuvent me retenir pendant six heures. Au final, ça ne dure que trois heures. Mais vous imaginez l'angoisse que ça cause à ma femme ? Moi, enfin, ça m'est égal s'ils veulent me harceler, très bien. Mais c'est cet effet en cascade, et cette vulnérabilité : ils peuvent atteindre les personnes qui vous sont les plus chères. C'est ça qui était vraiment, vraiment perturbant, en fait.

#Pascal

Non, je ne peux qu'imaginer à quel point cela doit être troublant. Surtout parce que c'est votre propre gouvernement qui vous fait ça. Le gouvernement que vous avez servi pendant si longtemps, et auprès duquel vous avez réellement été consultant. Et vous ont-ils donné des explications sur les raisons pour lesquelles ils vous font ça ? Je veux dire, quel est le prétexte ? Vous soupçonnent-ils de faire de l'espionnage pour les Russes ?

#Ian Proud

Eh bien non, ils n'ont pas besoin de vous soupçonner de quoi que ce soit. Je veux dire, c'est évident...

#Pascal

Il doit bien y avoir une raison, non ?

#Ian Proud

Non, il n'y avait pas de raison. Enfin, je pense que la raison, c'est que quelqu'un au MI cinq et au MI six leur a dit de m'embarquer. Parce que c'était clair que, vous savez, un policier, quand il arrête quelqu'un, a mené une enquête sur l'affaire. Une enquête préliminaire, au moins, n'est-ce pas ? Donc, il sait qui est la personne. Il connaît brièvement son parcours. Il sait pour quel motif il veut l'arrêter, quelle pourrait être l'infraction. Le policier qui procède à l'arrestation est censé en savoir quelque chose.

J'ai travaillé pour la police avant d'entrer au ministère des Affaires étrangères, soit dit en passant. Ils doivent avoir quelques informations sur le suspect, non ? Ces gens qui m'arrêtaient ne savaient rien de mon parcours. Ils ne savaient rien de moi. Absolument rien. J'ai dit : « Vous savez que j'ai autorisé la moitié des sanctions britanniques contre la Russie après le début de la guerre ? » Et là, ils sont restés bouche bée. L'un d'eux a dit : « Waouh, c'est incroyable. » Vous voyez, ils racontaient tout ça, et la partie interrogatoire n'a pas duré très longtemps. Ça s'est vite terminé, parce qu'ils se sont rendu compte : « Mais pourquoi diable est-ce qu'on interroge ce type ? »

#Pascal

C'était bizarre.

#Ian Proud

Et pourtant, ils ont quand même pris mes affaires. Ils ne savaient rien de moi. C'est ça qui est bizarre. Ce n'est pas comme s'ils avaient enquêté sur ce que je disais, ou quoi que ce soit. Non, c'est une expédition de pêche à l'aveugle. Et quelqu'un au MI cinq ou au MI six leur a dit de faire ça.

#Pascal

Quelqu'un a dit : « Utilisons la police. Donnons-lui l'ordre d'aller interroger ce type en vertu de cette loi, qui nous permet, en gros, d'intimider n'importe qui, à n'importe quel moment, pendant six heures. » Et peu importe qu'on ne donne aucun élément de contexte à la police, parce que le but, l'exercice en lui-même, c'était probablement ça, non ? Simplement vous compliquer la vie.

#Ian Proud

C'est de l'intimidation pure. De l'intimidation pure. Je veux dire, je suis extrêmement prudent sur tout ce qui touche aux secrets d'État, à l'espionnage et ce genre de choses. J'ai vécu dans ce milieu pendant vingt-quatre ans. Je suis très, très prudent. C'est pour ça que j'hésitais à y aller. Je me suis dit que, peut-être, je ne devrais pas y aller. C'est pour ça que j'ai consulté Sir Tony Brenton, et que j'ai écrit au ministère des Affaires étrangères. Parce que je fais extrêmement attention à ne rien faire qui puisse enfreindre mes obligations légales au titre de la loi sur les secrets officiels, et ainsi de suite. Mais comme ils n'aiment pas ce que je dis — la politique étrangère occidentale est un désastre total — ils veulent m'intimider. Et la meilleure façon de m'intimider, ce n'est pas de s'en prendre à moi, mais de provoquer de l'inquiétude et du stress chez ma famille. Vous voyez, c'est comme ça qu'ils essaient de m'intimider. Mon fils m'a dit qu'il voulait que je ne retourne plus jamais en Russie. Et, vous savez, j'aime mes enfants plus que quiconque au monde. Alors, ça limite ce que je peux faire. Mission accomplie pour le gouvernement britannique, n'est-ce pas ? Oui.

#Pascal

Juste une petite note, très rapide. La meilleure façon de soutenir cette chaîne, c'est de vous inscrire à mon Substack gratuit. Vous pouvez aussi aider en prenant un abonnement payant, ou en achetant certains de nos nouveaux produits dérivés sur neutralitystudies.com. Les liens sont ci-dessous. On s'y retrouve. Oui, enfin voilà, la liberté dans l'Occident libre. Mais dites-moi, est-ce qu'il y a encore quelque chose qui vous attend dans les prochains jours ? Enfin, vous devriez récupérer vos documents et vos appareils, c'est bien ça ? Et est-ce qu'il y a autre chose qui se prépare ?

#Ian Proud

Non, je devrais récupérer mes affaires. Ils disent que ce sera dans les sept jours. Heureusement, le professeur Richard Sakwa et moi... enfin, je crois que vous le connaissez. En fait, nous descendions de l'avion ensemble. Lui n'a pas été retenu. Il l'avait été une fois l'an dernier. Mais nous avons tous les deux la chance de connaître un avocat qui a proposé de nous aider un peu dans cette affaire. Mais ma plus grande inquiétude... parce que, enfin, mon ordinateur portable et mon téléphone, quand je les récupérerai, ils seront bons à jeter. Ils seront tellement remplis de logiciels espions et de toutes sortes de virus qu'il ne servira plus à rien de les utiliser. Mais c'est surtout mon appareil photo. Je venais juste de l'acheter, inspiré par votre équipement sophistiqué, quand nous étions ensemble à Tbilissi, en juin dernier. J'en ai acheté un comme ça.

C'est un système différent pour moi, mais j'ai cette super caméra, une DJI Osmo. J'ai une carte SD avec toutes ces vidéos que j'ai filmées et dont j'ai besoin pour ma chaîne, vous voyez ? Oui, oui. Ma caméra, que j'adore, c'est un matériel fantastique. Et cette carte, c'est ce que je dois récupérer, parce que c'est comme ça que je gagne ma vie. Et ces interviews sont vraiment intéressantes. J'ai interviewé Rein Müllerson. Il a été conseiller de Gorbatchev et l'un des premiers vice-ministres estoniens des Affaires étrangères, puis brièvement ministre des Affaires étrangères après l'Union soviétique. C'est quelqu'un de fascinant. Vous savez, il y a aussi Sergueï Karaganov, et un court extrait avec Miranda, qui était là. Donc oui, c'est juste que je veux la récupérer. Mais bon, c'est la prochaine étape.

#Pascal

Je suis vraiment désolé d'apprendre que tout cela vous arrive. Richard Sakwa, oui, il a été arrêté l'an dernier. Lui aussi a subi trois heures d'interrogatoire. Est-ce que c'était en vertu de la même loi ?

#Ian Proud

Exactement la même chose, oui. On lui a pris son ordinateur portable et son téléphone pendant environ une semaine. Et c'était exactement la même situation. Une expédition de pêche, pure et simple. Une tentative d'intimidation, pure et simple. Et vous savez, Richard en est arrivé à un point, maintenant qu'il a plus de soixante-dix ans : il est toujours aussi rancunier, mais il s'en fiche complètement. Il est simplement sobre.

#Pascal

C'est l'une des personnes les plus modestes et les plus courageuses que j'aie jamais rencontrées. Parce que, quand on le voit, on se dit : oui, le professeur d'université parfait, peut-être un peu timide. Et puis, c'est tout le contraire. Il dit : « Non, non, ils ne m'intimident pas. Non, non, ils ne peuvent pas me faire ça. » Je veux dire, il a un courage d'acier. Un courage d'acier.

#Ian Proud

Il a vraiment du caractère, ça, c'est certain. Mais comme vous le dites, c'est aussi la personne la plus gentille et la plus douce qu'on puisse espérer rencontrer. Enfin, c'est simple : après avoir quitté le service diplomatique en deux mille vingt-trois, c'est la première personne que j'ai contactée. Je suis allé déjeuner avec lui à Canterbury. Et depuis, nous sommes très proches. Moi, je suis plutôt d'un naturel conservateur — pas au sens politique — mais dans le sens où je fais attention à ce que je dis. Mais même lui, parfois, met encore plus de réserves que moi.

#Pascal

Mais nous en sommes arrivés au point où, aujourd'hui, au Royaume-Uni, des gens occupant des positions de pouvoir veulent intimider les voix qui dénoncent, en substance, tout ce qui ne va pas ici. Et vous savez, le Royaume-Uni n'est pas le seul cas. Ce qui vous est arrivé, à un niveau plus extrême, est arrivé il y a deux ans, en janvier deux mille vingt-cinq, à Ali Abunimah, en Suisse. Ali Abunimah, le fondateur de l'Electronic Intifada, vous savez, très engagé publiquement contre le génocide à Gaza. Alors qu'il était en Suisse, il a été arrêté par les forces de police spéciales, placé dans une camionnette, puis emprisonné pendant deux jours. Ensuite, le lundi, il a été expulsé de Suisse. Et aujourd'hui, un an et demi plus tard, les tribunaux suisses ont conclu que tout cela était illégal. C'est un cas évident d'abus de pouvoir. Cette affaire est toujours en cours devant les tribunaux suisses.

Mais la personne qui a donné cet ordre, Madame Della Valle, qui était à l'époque à la tête de la police fédérale... elle a, disons, enfreint tout le protocole pour ordonner à ces, enfin, aux policiers sur le terrain, d'aller réellement l'appréhender. Alors même qu'il y avait... enfin, deux agences qui disaient : « On ne peut pas faire ça, parce qu'il n'a enfreint aucune loi. » Et nous le savons maintenant, parce qu'il y a une procédure judiciaire à ce sujet. En Suisse, on peut alors demander, vous savez, un contrôle judiciaire de l'ensemble de la procédure. Et on peut revenir sur... pas annuler ce qui s'est passé, mais essayer de déterminer qui a fait quoi, et à quel moment. Au Royaume-Uni, est-ce que vous avez ce type de recours ? Est-ce que vous pouvez dire : « Écoutez, je veux vraiment savoir ce qui s'est passé en coulisses, et je pense que mes libertés civiles ont été bafouées » ?

#Ian Proud

Oui, il y a plusieurs options. Il y a le contrôle juridictionnel, il y a une demande d'accès à l'information. Steve Jermy — je pense que vous connaissez Steve — examine très gentiment les différentes possibilités pour moi aussi. Il vient notamment d'engager une action collective devant la Cour européenne des droits de l'homme, et ce genre de choses. Donc, il y a plusieurs démarches possibles. Mais pour l'instant, je suis encore sous le choc et le stress de tout ça. Et je parle aussi à l'avocat dont je vous ai parlé, celui qui a également aidé Richard. Dans les prochains jours, je vais donc réfléchir aux options qui s'offrent à moi, et aux mesures que je peux prendre contre le gouvernement britannique à ce sujet. Mais je pense qu'il serait peut-être préférable de le faire avec d'autres personnes qui ont vécu la même chose.

Parce que, parallèlement, vous savez, avant que j'aie à... Enfin, j'étais à Valdaï. J'avais avec moi une vidéo de Valdaï, avec Richard. On était simplement assis dans le jardin, avec ma caméra sophistiquée, à filmer et à expliquer que le gouvernement venait de mettre en place ce nouveau dispositif d'enregistrement des influences étrangères. Ils veulent étiqueter toute personne qui se rend au Club de Valdaï, qui est en réalité une discussion universitaire réunissant des universitaires du monde entier. Enfin, c'est comme... Ce n'est pas une sorte de réunion pour planifier une révolution

bolchevique. C'est un groupe d'universitaires d'âge mûr venus de Chine, d'Inde, d'Amérique du Sud, enfin, peu importe. Ils veulent mettre en place ce dispositif d'enregistrement des influences étrangères pour que, si vous faites des choses qui ne leur plaisent pas, vous n'ayez pas à le faire.

Et ils disent que ça ne veut pas dire qu'on vous soupçonne de quoi que ce soit, comme si ça améliorerait les choses. Mais vous devez vous enregistrer comme potentiel agent étranger. Et si vous ne vous enregistrez pas, le fait de ne pas le faire peut vous exposer à des poursuites pénales. Donc voilà. Il y a cette inquiétude qui persiste : est-ce que je vais recevoir la lettre m'ordonnant de m'enregistrer comme agent étranger ? Est-ce qu'on a prévenu le gouvernement de ce déplacement ? Est-ce qu'on a informé le gouvernement de mes obligations au titre de la loi sur les secrets officiels, que je n'ai jamais l'intention d'enfreindre, vous savez, aussi longtemps que je vivrai, simplement parce que je vais à une conférence universitaire ? Une seule conférence universitaire. La première fois en Russie depuis sept ans. Est-ce que cela fait de moi un agent étranger ?

Ou plutôt, Pascal, la vraie question, c'est : qu'est-ce que cela dit du fait qu'un ancien diplomate aille en Russie pour parler de diplomatie ? C'est précisément cela qu'ils veulent faire disparaître. L'idée qu'une personne connue pour avoir évolué dans la diplomatie tout au long d'une longue carrière puisse aller en Russie détruit complètement cette idée selon laquelle nous ne devrions avoir aucune diplomatie avec la Russie. Nous ne devrions pas parler avec la Russie. Et le fait que moi, ancien diplomate britannique, haut diplomate britannique, j'aille en Russie est absolument anathème et détestable aux yeux des gens de Bruxelles et de Londres, qui détestent l'idée même de la diplomatie. Ils ne veulent qu'une guerre. Une guerre qu'ils ne veulent jamais voir se terminer, jusqu'à ce que, finalement, vu la tournure que prennent les choses, nous risquions une escalade nucléaire massive.

#Pascal

C'est un cas typique où les faucons au sein d'un gouvernement commencent à s'en prendre à leurs propres colombes, n'est-ce pas ? Parce que, d'habitude, dans ce genre de contexte, les colombes des deux camps commencent à coopérer. Elles veulent faire retomber la tension et s'assurer qu'on n'arrive pas à la guerre. Et les faucons, eux aussi, commencent à coopérer, parce que ce qu'ils veulent, c'est la guerre et l'escalade. Alors ils se mettent à combattre leurs propres colombes. Et c'en est un exemple. Je veux dire, littéralement, ils ont arrêté le type qui se fait appeler « le Marchand de paix », celui qui défend la paix, le dialogue et les négociations. Franchement, on ne peut pas faire beaucoup plus belliciste que ça. Et cela fait évidemment partie intégrante de l'escalade, de la rhétorique interne qui s'intensifie. Et, juste pour que tout le monde le sache, la vidéo qu'Ian a réalisée avec Richard Sakwa s'appelle, littéralement... enfin, le titre que tu as choisi, c'est : « Devons-nous être arrêtés parce que nous avons participé à la réunion du Valdai, en Russie ? » Oui.

#Ian Proud

C'est presque comme une invitation, d'une certaine manière.

#Pascal

Eh bien, le fait est que ce n'est pas comme si on ignorait que ces risques existent. Le risque existe, c'est une chose. Mais qu'il vous arrive à vous, c'en est une autre, n'est-ce pas ? Donc, quelqu'un a pensé que c'était une bonne idée de faire de vous un exemple, en quelque sorte, en vous intimidant. Peut-être même pas de faire un exemple. Juste de l'intimidation.

#Ian Proud

Oui, eh bien, le fait est qu'il y a aussi un autre aspect, plus sinistre, Pascal. Quand j'ai écrit à Sir Tony Brenton, vous savez, l'ancien ambassadeur, c'est vraiment quelqu'un de très, très bien. Dans mon e-mail, je lui dis précisément ce qui m'inquiète. Et parmi les choses qui m'inquiètent, je cite... Je vais le retrouver, si ça ne vous dérange pas que je détourne brièvement les yeux de la caméra. C'est évidemment passionnant. Un instant. Désolé pour ce petit moment un peu étrange.

#Pascal

Allez-y.

#Ian Proud

D'accord. Je dis... oui. Oui.

#Pascal

Donc, dans le courriel que vous avez écrit à l'ancien ambassadeur britannique à Moscou...

#Ian Proud

Les Russes ne me paient pas pour faire ça, mais ils prendraient en charge mes vols et mon hébergement. La question, c'est de savoir si le risque n'est pas trop grand. C'est-à-dire le risque d'être arrêté à Heathrow, interrogé pendant trois heures, puis désigné comme agent étranger. J'ai écrit ça le seize septembre. Avant d'aller voir Sir Tony Brenton, l'ancien ambassadeur, j'avais effectivement écrit ceci. J'étais presque en train de prédire mon avenir, en exposant le risque. Et il m'a répondu : « Non, vous devriez y aller. C'est un excellent événement. » Mais il a ajouté : « Informez simplement le ministère des Affaires étrangères, afin de veiller à ce que ces risques ne se concrétisent pas. »

#Pascal

Et vous savez, ce n'est pas forcément le ministère des Affaires étrangères qui a ordonné à la police de vous arrêter. Ça pourrait être quelqu'un d'autre. Ça pourrait venir du bureau du Premier ministre.

Ça pourrait être quelqu'un de plus haut placé, au sein de certaines forces de police. Vous savez, simplement quelqu'un qui vous connaît, qui n'est pas d'accord avec vous, qui a appris que vous faisiez ça, et qui s'est dit : « Est-ce que ce ne serait pas une bonne occasion ? »

#Ian Proud

Oui, c'est fou, fou, fou.

#Pascal

Oui. Encore une fois, ça me fait beaucoup penser à Ali Abunimah. Ça me rappelle aussi la façon dont, partout en Europe en ce moment, on voit de nouvelles lois être mises en place pour faire ce genre de choses. Je veux dire, aussi grave que ce soit, au moins, c'est fondé sur une législation. Mais il y a aussi ces autres cas, dans nos soi-disant démocraties, avec ce qu'on appelle les sanctions de l'Union européenne. C'est arrivé à Jacques Baud. C'est arrivé à Nathalie Jamp. C'est arrivé à Hussein Dogrou. Des gens qui ne font rien d'illégal.

Ils ne commettent aucun acte illégal, mais ils sont ensuite sévèrement punis. Durement, terriblement. Et, en réalité, pour eux, ça continue, n'est-ce pas, pendant des années et des années. Pas de comptes bancaires, pas de liberté de circulation. Nathalie Jamp ne peut pas retourner en Suisse, parce qu'elle était en Afrique au moment où c'est arrivé. Et maintenant, elle n'a pas le droit de survoler le territoire de l'Union européenne. Pourtant, aucun acte illégal n'a été commis. Donc, cela fait en quelque sorte partie intégrante de ce tournant autoritaire, qui utilise alors des moyens légaux et extralégaux pour intimider, et aussi, vous savez, pour punir des gens pour des actes qui, là encore, ne sont pas illégaux. Ce que vous avez fait n'était pas illégal. Et pourtant, vous êtes, de fait, puni et soumis à des pressions.

#Ian Proud

Oui, exactement. C'est simplement qu'ils sont en quelque sorte en train de légiférer contre, vous savez, la liberté d'expression. Enfin, Jacques Baud a été sanctionné simplement pour avoir exprimé une opinion sur la guerre en Ukraine. Et je pense que l'une des grandes questions que cela soulève, c'est : qu'est-ce que la législation, au juste ? Vous dites qu'au moins, au Royaume-Uni, nous avons une législation. Mais qu'est-ce que la législation ? Au moins, elle passe par le Parlement.

#Pascal

Au moins, vous avez des parlementaires qui y apposent leur tampon.

#Ian Proud

C'est le cas, mais alors, qu'est-ce que la démocratie ? C'est la question que je me pose. Parce que je me souviens que l'an dernier, la loi MEGOBARI, vous savez, contre la Géorgie, a été adoptée par la Chambre des représentants en, je crois, à peu près dix-sept minutes. Et combien y a-t-il de personnes à la Chambre des représentants ? Et ils sont tous d'accord. Je veux dire, dans quelle mesure les parlementaires sont-ils réellement capables de comprendre les enjeux et de prendre position en matière de politique étrangère, et non de politique intérieure ? À mon avis, la plupart d'entre eux ne sont pas guidés par un examen détaillé de la loi. Ils réagissent à la dernière petite phrase : en fait, il faut sanctionner la Géorgie, il faut sanctionner la Russie, et ainsi de suite. Et ils approuvent sans réfléchir.

Alors même que nous accusons d'autres pays d'avoir, au fond, des parlements qui ne font qu'entériner les décisions, je pense que nous sommes les champions en la matière. Nous faisons passer des textes qui, en réalité, ne sont juridiquement solides d'aucune façon. Et c'est sans doute un tout autre débat. Je peux parler avec vous de la législation sur les sanctions. Mais regardez le type de sanctions de l'Union européenne. Comme vous le savez, j'en sais beaucoup sur ce sujet, grâce à mon ancienne carrière dans le service diplomatique. Les sanctions de l'Union européenne ne sont même pas des textes législatifs. Elles sont rédigées, bien sûr, mais elles découlent de décisions du Conseil, qui doivent être renouvelées par consensus. Ce n'est même pas de la législation.

Donc, au fond, c'est assez politique. Et les sanctions contre Jacques Baud, c'était un donnant-donnant. Parce qu'un ministre français, vous savez, voulait faire sanctionner un Français. Et ils avaient besoin d'un donnant-donnant pour sanctionner quelqu'un d'autre. Et je veux dire, John Laughland est bien placé pour en parler. Alors il a dit : « Eh bien, pourquoi pas Jacques Baud ? Il dit des choses qui ne nous plaisent pas. » Donc, un groupe de politiciens discute, en quelque sorte, des personnes qu'ils devraient sanctionner, vous savez. Et Jacques se retrouve simplement comme dommage collatéral. Pourtant, il est toujours sous sanctions. Alors, à quoi sert même la loi ? À mes yeux, tout ça est complètement antidémocratique et illégal.

#Pascal

Oui, la distinction que je veux faire, c'est que la procédure par laquelle vous êtes passé, le Parlement britannique a en fait dit : « Nous voulons que ce soit inscrit dans la loi », d'accord ? Ce qui ne rend pas les choses meilleures. Ça ne les rend pas meilleures. C'est simplement une procédure différente de celle où des bureaucrates non élus, des membres de l'exécutif, décident en fait que cela relève de nos compétences, et que nous allons maintenant nous en servir pour contourner les droits fondamentaux et les constitutions de la plupart des États de l'Union européenne. La plupart des constitutions prévoient précisément cela.

Ils protègent l'individu contre les abus de pouvoir venus d'en haut, n'est-ce pas ? C'est l'un des principaux objectifs d'une constitution. Et ces sanctions contournent cela. Elles vont ensuite frapper les gens d'en bas, et vous n'avez aucun recours, aucun recours effectif contre ça. La question de la

légalité, ensuite, c'est toujours de savoir si vous pouvez faire quelque chose pour remédier à la situation. Dans votre cas, là encore, vous pouvez envisager d'utiliser les voies de droit prévues par cette loi, n'est-ce pas, afin d'obtenir un contrôle juridictionnel de l'affaire. Les personnes sanctionnées, elles, ne peuvent même pas vraiment le faire. Oui.

#Ian Proud

Je pense que ce que cela met en évidence, et c'est un sujet dont je parle assez souvent, c'est qu'en réalité — et vous m'avez vraiment aidé à le clarifier dans mon esprit — le domaine de la politique étrangère, davantage que celui de la politique intérieure, représente une zone grise lorsqu'il s'agit de questions constitutionnelles. Parce que dans le domaine de la politique intérieure, de la santé, de la politique sociale et de toutes ces questions-là, les obligations constitutionnelles de l'État en matière de protection de l'individu sont beaucoup plus claires. En revanche, dans le domaine de la politique étrangère, elles ne le sont pas du tout, car on parle d'acteurs étatiques étrangers. Et même si vous êtes citoyen, vous pouvez vous retrouver dans cette zone grise, parce que vous semblez être sous l'influence d'un acteur étatique étranger. Et donc, je ne le dis pas en termes juridiques, mais en termes de politique publique et de politique tout court, c'est ainsi que le système vous perçoit et vous considère : comme quelqu'un qui ne mérite pas les protections constitutionnelles normales auxquelles d'autres personnes auraient droit.

#Pascal

Exactement. C'est vraiment fondamental de comprendre que, vous savez, quand on parle de politique nationale, nous avons les protections prévues par nos propres constitutions, n'est-ce pas ? Parce qu'elles servent précisément à cela. Mais ce qui se passe aujourd'hui, c'est qu'on commence à prendre des décisions exécutives fondées sur la politique étrangère. Autrement dit, des outils de politique étrangère, comme les sanctions, sont désormais utilisés contre des personnes à l'intérieur du pays. Et quelque chose de très similaire vous arrive par la voie législative. On dit, en substance : « Nous faisons face à des menaces étrangères, et ces menaces nous obligent à intervenir. »

Et même si les menaces étrangères se trouvent à l'intérieur du pays, la Constitution ne s'applique pas, parce qu'elle ne s'applique que lorsqu'il s'agit d'affaires internes. Or là, c'est une affaire extérieure. Donc, on peut la contourner, les arrêter et les enfermer. Et c'est une voie directe vers les formes les plus sombres d'autoritarisme qu'on ait vues en Europe. Je veux dire, on y va tout droit. Parce qu'en substance, cela donne à l'exécutif le pouvoir de contourner toutes les garanties juridiques dont disposent les individus.

#Ian Proud

Exactement. Et on le voit en temps réel. Un diplomate en règle, qui a suivi les procédures appropriées, qui a prévenu le gouvernement, peut quand même être arrêté à la sortie de l'avion par cinq policiers, après avoir participé à une conférence d'universitaires d'âge mûr. C'est absurde. C'est vraiment grave.

#Pascal

C'est tout ce qu'on ne voulait plus jamais revoir en Europe. Et ça ne fait que s'accumuler. Ce n'est que le début. Je ne les vois pas arrêter ça.

#Ian Proud

Je ne vois absolument aucun signe de changement, j'ai bien peur de devoir le dire. En réalité, je suis très déprimé quant à l'avenir, surtout après avoir été à Moscou. Je pense que les gens sous-estiment les risques d'escalade nucléaire. Vraiment. Je ne dis pas cela pour faire du sensationnalisme. Je pense que vous me connaissez suffisamment bien pour savoir que je ne suis pas un sensationnaliste. Je suis diplomate. J'essaie toujours de rester au centre, quand je le peux.

#Pascal

Vous vous qualifiez littéralement de fauteur de paix. Vous n'êtes pas un sensationnaliste, non.

#Ian Proud

Mais je suis sincèrement inquiet pour notre avenir en Europe, vu la tournure que prennent les choses. Il y a un refus total d'engager le dialogue pour mettre fin à une guerre qui échoue — et c'est bien une guerre qui échoue — en Ukraine. Je veux dire, personne ne gagne. Absolument personne ne gagne, à part les entreprises de défense, certains responsables politiques de l'élite, les proches de Zelensky, et ce genre de gens. Personne ne tire profit de ça. Nous y perdons tous, dans cette guerre absurde. Mais nous refusons d'engager la voie diplomatique, et c'est tout simplement complètement fou.

#Pascal

Qu'avez-vous appris d'autre lors de votre visite à Valdai ? Je veux dire, encore une fois, toute l'intelligentsia était là, et pas seulement la russe. Il y avait beaucoup d'internationaux. Richard était là. Nous avons un collègue suisse, Roger Köppel. Il y avait aussi un Japonais. Et au final, quand Vladimir Poutine a répondu à toutes ces questions, elles venaient vraiment d'horizons très variés, de représentants de différents pays, y compris du Japon, de la Suisse et du Royaume-Uni. C'était Richard qui a posé une question pour le Royaume-Uni. Qu'est-ce que cela vous a appris ?

#Ian Proud

Eh bien, on en retire plusieurs impressions. Mais sur la dernière partie de votre question, je veux dire, vous savez, Sergueï Lavrov est aussi venu pendant l'événement. Il a répondu aux questions des journalistes, notamment à celles du journaliste de la BBC, Steve Rosenberg. Ensuite, Poutine a répondu aux questions de tous ces universitaires internationaux venus du monde entier, comme vous l'avez dit. Pouvez-vous imaginer le Premier ministre britannique répondre aux questions d'un journaliste russe ou d'un universitaire russe ? Je veux dire, cela n'arriverait jamais.

#Pascal

Mais c'est tout. Je veux dire, Jean-Claude et d'autres le répètent sans cesse. Pendant la guerre froide, nous n'avions pas peur. On pouvait acheter la Pravda dans n'importe quel kiosque à Londres, et aussi en Suisse. Et cet environnement informationnel ne nous faisait pas peur. Aujourd'hui, c'est complètement l'inverse. Les Russes n'ont pas peur de l'environnement informationnel venu de l'Ouest. Ils laissent entrer la BBC. Ils autorisent la diffusion de ce genre de choses. Ce sont les Européens qui ont fermé RT, Sputnik, et ainsi de suite. Et ils ne laisseraient jamais, au grand jamais, un journaliste russe poser ce genre de questions, ni des universitaires russes venir en Occident. Qu'est-ce qui s'est passé, Ian ?

#Ian Proud

Donc, enfin, ce qui s'est passé, c'est que nous avons décidé qu'il fallait infliger une défaite stratégique à la Russie. Et, par conséquent, tout dialogue avec la Russie était considéré comme une faiblesse. Il fallait l'écarter complètement, le réduire au minimum possible. Et l'une des raisons, c'est que, je pense, vous savez, pendant la guerre froide, il y avait une forme de compréhension. Il y avait un face-à-face. C'était une sorte de monde bipolaire. Et l'Union soviétique et l'Occident étaient... il y avait une politique d'endiguement des deux côtés. Il y avait la dissuasion. Il y avait une compréhension de la dissuasion. Je pense que ce qui se passe aujourd'hui, c'est qu'il n'y a plus de compréhension de la dissuasion. Nous voulons simplement vaincre la Russie. C'est un contexte totalement différent de celui de l'époque. À l'époque, les deux camps comprenaient le risque d'une destruction mutuelle assurée, et c'était cela, la dissuasion.

Mais entre les deux, vous savez, de part et d'autre du rideau de fer, une certaine forme de normalité pouvait continuer d'exister. Il pouvait y avoir des échanges culturels et éducatifs, certes limités. Par exemple, on pouvait acheter la Pravda. On pouvait aller voir le Ballet du Bolchoï, si on le souhaitait. Des activités sportives avaient lieu. L'Union soviétique participait à des compétitions sportives. Il y avait donc une mince couche de normalité, sur les plans économique, social et culturel. Cela n'existe plus aujourd'hui, parce qu'il n'y a plus de compréhension de la dissuasion. L'Occident — et j'entends par là l'Europe aujourd'hui, ainsi que le Royaume-Uni — se considère en définitive en guerre contre la Russie et veut vaincre la Russie. Et c'est ce qui distingue la situation actuelle de celle qui prévalait pendant la guerre froide.

Mais l'impression que j'ai eue du côté russe, après y avoir passé environ cinq jours, c'est que les Russes veulent voir cette situation prendre fin, d'une manière ou d'une autre. Ils veulent un certain retour à la normale, même si cette normalité se limite à la dissuasion. Mais ils veulent rétablir certaines relations, pour qu'on ne continue pas à monter cet escalier qui mène vers une guerre nucléaire. Et puis, vous savez, Poutine est là. Je veux dire, il a ses lignes rouges. Nous avons nos lignes rouges. Mais il me semble qu'il est ouvert à une forme d'effort diplomatique sérieux pour mettre fin à tout cela. Mais l'Occident ne l'est pas. Je ne dis pas que je prends le parti de la Russie contre l'Occident. Mais à chaque étape, et j'en ai beaucoup parlé, comme vous le savez, ils ont refusé la diplomatie. Ils sont dans une logique de guerre, pas dans une logique diplomatique.

Et je n'en vois aucun signe. Pour moi, la seule chose, c'est que je ne vois aucun signe indiquant que les élites occidentales vont passer d'une logique de guerre à une logique de diplomatie. Et c'est difficile, parce qu'il ne s'agit pas seulement, pour le Royaume-Uni, de relever son propre défi : amener les journalistes, les experts des groupes de réflexion, les fonctionnaires, les parlementaires élus, les ministres, le Premier ministre, à avancer tous dans le même sens. Il faut faire cela vingt-sept, vingt-huit fois à travers le continent. Il faut mettre en mouvement tous les systèmes du continent. Et rien ne prouve que qui que ce soit ait envie de le faire. C'est pour cela que nous restons, en quelque sorte, sur un pied de guerre. Et c'est triste parce que, vous savez, qu'on aime ou qu'on déteste Poutine, Poutine est un système. S'il y avait un mouvement vers la diplomatie, je crois que Poutine orienterait le système vers la diplomatie. Mais je ne vois aucun signe que l'Occident veuille faire cela.

#Pascal

Non, non. Les esprits semblent bel et bien arrêtés, et ce, dans tout le spectre politique, en fait. Je ne dis pas que tout le monde est d'accord. Mais j'avais cet argument il y a une semaine, lorsque le référendum suisse en faveur de davantage de neutralité a été rejeté, par trente pour cent contre soixante-dix. Cela représente plus ou moins la répartition en Europe : trente pour cent seraient favorables à relancer la politique étrangère du continent, contre soixante-dix pour cent qui soutiennent ce qui se passe actuellement. Ils ne sont peut-être pas d'accord avec tout, mais, globalement, ce soutien suffit à maintenir le continent sur cette voie.

Et cela a à voir avec cette mentalité de guerre, avec une formation de masse, comme dirait Matthias Desmet. La question, c'est comment nous en sortir sans guerre. Parce que le risque, pas seulement d'une guerre nucléaire, mais aussi d'une extension de la guerre en Ukraine et d'un débordement sur le territoire de l'OTAN, augmente de plus en plus. Les Européens disent que cela va arriver. Et les Russes disent désormais quelque chose comme : il y a trois ans, nous pensions encore que c'étaient des propos délirants. Mais maintenant, nous vous croyons. Avez-vous entendu des voix dire, en substance : les Européens veulent la guerre, donc nous devons nous aussi nous préparer à cette guerre ?

#Ian Proud

Eh bien, j'ai eu une bonne conversation avec Sergueï Karaganov, là-bas. C'est un homme fascinant, qui est en fait très bien disposé envers l'Occident. Ça peut sembler fou, compte tenu de ce que je vais dire, Pascal. Ce n'est pas quelqu'un qui n'aime pas l'Occident. Il a déjà eu de bons contacts avec la London School of Economics. Je dirais même qu'il était anglophile auparavant. En fait, c'est vraiment quelqu'un de très, très sympathique quand on lui parle. Mais il est convaincu, parce qu'une guerre se joue à deux, que l'Occident est totalement déterminé à détruire la Russie. Et malheureusement, les signaux envoyés par l'Occident lui donnent à penser, à lui comme à d'autres — moi y compris, peut-être — qu'il pourrait avoir raison. Que l'Occident est totalement déterminé à détruire la Russie.

Et donc, par conséquent, son point de vue, c'est que la doctrine nucléaire russe est la suivante. Par exemple, toutes ces déclarations de Sikorski disant : « Bon, on va simplement prendre Kaliningrad, on va le leur voler s'ils continuent de faire pression sur l'Ukraine. » Eh bien, Kaliningrad est un territoire souverain de la Fédération de Russie. Selon lui, dans de telles circonstances, il faudrait lancer une frappe nucléaire sur l'Europe, et probablement sur l'Allemagne, parce que c'est le principal acteur du continent. Et la raison — c'est un raisonnement très intellectuel, très structuré, de sa part — c'est que, premièrement, si vous neutralisez l'Allemagne... Enfin, il parle d'une salve, vous savez, avec quelque chose comme douze armes nucléaires de soixante-quinze kilotonnes.

Je veux dire, quand on pense que chacun de ces engins est plus de dix fois plus puissant que celui qui a été largué sur Hiroshima, il faut y réfléchir un instant. Il dit que si l'Allemagne est écartée de l'équation, plus personne en Europe ne se battra. Il reste les Français, qui ne se battront pas. Il reste la Grande-Bretagne, avec ses deux cent cinquante armes nucléaires, qui se demandera si elle préfère être anéantie ou, en quelque sorte, réellement demander la paix. Et le calcul stratégique, du côté russe, c'est que les Américains ne mèneront pas de frappes nucléaires de représailles contre la Russie, vous savez, pour sauver l'Europe. Je veux dire, c'est ça, le calcul. Il suffit d'anéantir l'Allemagne.

Et puis, bon, vous recommencez en quelque sorte à construire un nouvel avenir pour l'Europe. Et je pense que les gens, en Occident, ne veulent pas de diplomatie. Enfin, vous savez, il était sérieux. Je vous le dis. Il a dit : « Nous ne voulons pas faire ça. » Et il est devenu très ému. Il a répété : « Nous ne voulons pas faire ça. » Il a dit : « Vous savez, les Russes aiment les enfants. Vraiment, ils aiment les enfants. C'est l'une des choses que beaucoup de gens ne comprennent pas au sujet des Russes. » Il a dit : « Nous ne faisons pas ça. À Dieu ne plaise... Des centaines de milliers d'enfants mourraient. Nous ne voulons pas faire ça. Mais, vous savez, si vous nous poussez comme ça, cela pourrait bien devenir quelque chose que nous serions obligés de faire. »

#Pascal

Et vous savez, c'est ça qui est malsain. Cette rhétorique de Karaganov, ensuite, donne raison aux partisans de la guerre de l'autre camp, qui disent : « Regardez ce qu'ils disent. Regardez, ils veulent nous bombarder à l'arme nucléaire. Donc, on avait raison depuis le début. Les Russes, là-bas, sont des barbares attardés, et la seule chose qu'on puisse faire, c'est de nous armer, de nous militariser et de veiller à dissuader les Russes. » C'est un péché.

#Ian Proud

Oui. Enfin, je veux dire, Karaganov est beaucoup de choses, mais ce n'est pas un barbare.

#Pascal

En réalité, il est très gentil.

#Ian Proud

Non, non, non, je le sais. Mais je veux dire, ça montre bien le caractère circulaire du débat. Oui. Vous savez, si vous êtes à l'Ouest, vous ne pouvez comprendre la guerre en Ukraine qu'en vous plaçant du point de vue du vingt-quatre février deux mille vingt-deux. C'est le seul point de repère que vous avez besoin de connaître. Si vous êtes en Russie, vous envisagez la guerre en Ukraine du point de vue de l'effondrement de l'Union soviétique. Et c'est dans ce cadre-là que vous réfléchissez. Alors, ça devient un peu... vous savez, qu'est-ce qui est venu en premier, la poule ou l'œuf ? Eh bien, les Russes ont menacé de nous bombarder avec des armes nucléaires. Oui, mais vous avez élargi l'OTAN. Nous avons dit que vous ne deviez pas le faire. Donc, tout devient très circulaire.

Et du point de vue russe, ils ne veulent absolument pas nous bombarder à l'arme nucléaire. De leur point de vue, l'idée, c'est que s'ils estiment que cet empiètement continu sur leur territoire va si loin que leur souveraineté nationale est directement menacée, alors ils nous bombarderont à l'arme nucléaire. Ils ne veulent pas nous bombarder à l'arme nucléaire. Je veux dire, c'est tout simplement ridicule. Et j'espère, très franchement, que l'arme nucléaire ne sera plus jamais, au grand jamais, utilisée dans l'histoire de l'humanité, après ce qui s'est passé au Japon à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Mais enfin, cela montre bien le caractère circulaire de la discussion, comme la question de l'œuf et de la poule. Mais cela souligne aussi la nécessité de s'asseoir autour d'une table et de discuter.

#Pascal

Oui. Enfin, votre travail, mon travail, le travail de beaucoup d'autres dans l'espace des réseaux sociaux, consiste justement à dire à l'Occident : regardez, depuis Moscou, ça se présente autrement. C'est comme ça qu'ils le voient. Et ce sont aussi des faits. On ne peut pas faire disparaître par le discours huit années de guerre dans le Donbass. On ne peut pas simplement l'ignorer. On ne peut

pas non plus ignorer l'expérience des accords de Minsk. On ne peut pas. Si vous faites ça, alors vous déformez complètement les raisons pour lesquelles les Russes se battent. Mais cela crée une autre forme de cercle vicieux, parce qu'on nous accuse alors de reprendre les arguments russes, n'est-ce pas ? Pas parce qu'ils seraient faux ou mensongers. On nous accuse simplement de reprendre leurs arguments. Parce que, pour être un bon citoyen, il faut adhérer à votre propre récit. Et si vous ne le faites pas, vous devenez un ennemi de l'État, et on vous retient à l'aéroport. Donc, encore une fois, ce cercle vicieux se referme sur lui-même. Et il avance inexorablement vers ce point horrible que vous venez de décrire dans votre intervention précédente.

#Ian Proud

Oui, et le problème, vous savez, c'est que... On parle d'éléments de langage, mais moi, j'essaie toujours... Enfin, je suis certain que mon jugement et mon analyse ne sont pas parfaits. Personne ne l'est. Mais j'essaie toujours d'être intellectuellement honnête. J'essaie aussi de remettre en question mes propres hypothèses, en permanence. Et j'aime autant que possible fonder mes observations et mes analyses sur des faits. Et puis, vous savez, quand on voit les médias traditionnels, franchement, autant lire une bande dessinée pour enfants. Enfin, tout ça, tous ces récits, on dirait qu'ils sont inventés de toutes pièces. La Russie est à genoux. L'économie s'effondre. Les gens vont se retourner contre Poutine. Enfin, j'entends ça depuis deux mille quatorze, quand je suis arrivé à Moscou pour travailler à l'ambassade britannique. Mais là, je dois vous le dire, j'ai été choqué en arrivant dans la ville de Moscou, littéralement à un kilomètre et demi de mon ancien bâtiment d'ambassade, de mon ancien quartier quand j'y étais.

Je veux dire, le pays s'est vraiment développé. Quand j'y travaillais il y a sept ans, c'était déjà plutôt agréable, vous savez, mais il s'est vraiment développé. En traversant la région en voiture, parce que nous étions à deux heures de Moscou, en passant par différentes villes, vous savez, il y avait des voitures sur les routes. Oui, certaines stations-service étaient fermées. Elles n'avaient pas de carburant. Je veux dire, c'est clair, vu le type de frappes qui ont eu lieu. Mais on avait l'impression d'être dans un pays où beaucoup d'autoroutes et de réseaux routiers tout neufs avaient été construits. De nouveaux immeubles résidentiels avaient poussé partout. Cela ne ressemblait pas à un pays à genoux. Et pas seulement dans la bulle moscovite, mais aussi en région, puisque nous étions quand même assez loin, à deux heures de route de Moscou. Vous savez, cela ne ressemble pas, et ne donne pas l'impression, d'un pays à genoux. C'est tout le contraire.

#Pascal

Non, j'étais en Russie en juin, à Pskov, à, je dirais, six cents ou sept cents kilomètres, oui, à peu près, plus à l'ouest. Et Pskov est une belle petite ville, à la frontière avec l'Estonie. C'est absolument charmant, ça se porte bien, et les gens là-bas... enfin, les voitures roulent, il y a des stations-service. Nous en avons vu plusieurs. Enfin, ça fonctionne. Donc, il faut sortir de ces fantasmes, et le plus tôt sera le mieux. Mais l'urgence commence vraiment à se faire sentir et à peser lourd, n'est-ce pas ?

#Ian Proud

Oui, vraiment. Je pense que la situation devient critique, maintenant. Et je pense que, au bout du compte, tout ramène à l'épicentre du problème : la guerre en Ukraine. Tellement de gens souffrent à cause de ça. Je parle des Ukrainiens ordinaires, mais aussi des Russes ordinaires qui vivent près de la frontière avec l'Ukraine. Eux aussi en souffrent. Ils affrontent un hiver sans chauffage ni électricité, parce que c'est la nature horrible de la guerre. Il y a toutes sortes de bombardements stratégiques. C'est terrible, et ainsi de suite, mais c'est ça, la guerre. Ce sera un hiver horrible pour l'Ukraine. Ils continueront à demander davantage d'argent, parce qu'ils dépensent leurs fonds plus vite qu'ils ne l'avaient prévu. Et l'Europe continuera à avoir du mal à fournir cet argent.

D'avantage de gens vont mourir. Rien de positif n'aura été accompli. D'avantage de troubles sociaux seront semés à travers l'Europe : en France, avec les écoliers ; en Allemagne, avec les gens qui ne veulent pas être enrôlés. Vous savez, la fragmentation politique va continuer. Et pour quoi faire ? Pour que nous continuions simplement cette guerre en Ukraine, parce que vous voulez infliger une défaite stratégique à la Russie, ce qui, franchement, est impossible. C'est la neuvième manche, comme on dirait dans un match de baseball américain. Nous sommes vraiment dans les toutes dernières manches. Vous savez, nous devons accepter que nous avons échoué en Ukraine, et que nous avons échoué envers l'Ukraine. Et je pense que l'une des raisons pour lesquelles les partisans de la ligne dure continuent, c'est qu'en réalité, quand tout cela prendra fin, ils auront échoué, et cela se verra.

Ce sera un échec. Et, vous savez, toute cette répression, c'est uniquement pour eux. C'est simplement une manière de repousser le moment de l'échec final, celui où ils devront admettre qu'ils ont complètement saboté la sécurité européenne. Ils n'ont aucun avenir. Le gouvernement devra regarder en face la manière dont il dirige le pays et se concentrer sur ce qui préoccupe les gens ordinaires : les problèmes du quotidien, les hôpitaux, les écoles, les routes, la sécurité publique, et toutes ces choses-là. C'est cela qui préoccupe les citoyens ordinaires. Et la guerre ne fait que retirer toujours plus de liberté aux citoyens ordinaires. Elle leur donne le sentiment d'avoir moins de droits qu'avant la guerre. Et j'ai bien peur que ce ne soit qu'une dérive vers l'autoritarisme et la catastrophe.

#Pascal

Oui. Et au lieu de régler les problèmes chez eux, il est bien plus facile de commencer à chercher des ennemis de l'intérieur, à qui attribuer tout ce qui a mal tourné. C'est pour ça qu'ils commencent à arrêter des gens à l'aéroport. Et Ian, je t'avais promis de te laisser partir pour que tu puisses dire au revoir à tes enfants avant qu'ils aillent à l'école. Merci beaucoup pour ça. Encore une fois, tout le monde, Ian, si vous voulez le retrouver, allez sur [The Peacemonger](#). Le lien sera juste en dessous. Cliquez dessus. Abonnez-vous à sa chaîne. Un abonnement l'aide vraiment. Et un abonnement à Substack aide aussi beaucoup. Là-bas, nous récupérons vos adresses e-mail, ce qui est en fait très précieux pour rester en contact si les choses devaient empirer encore. Alors, allez vous abonner aux

deux. Et Ian, une dernière chose : tu veux ajouter quelque chose ? Où est-ce que les gens devraient aller ?

#Ian Proud

Non, juste ma chaîne YouTube et mon Substack. Et oui, merci beaucoup de nous avoir écoutés. Je veux dire, il faut que davantage de gens parlent de la nécessité de la paix parce que, croyez-moi, nos gouvernements ne le feront pas à notre place.

#Pascal

Sortez, parlez à vos amis, parlez à vos collègues, créez de petits cercles, faites quelque chose... tout ce qui est à votre portée. Parlez de paix et de la nécessité de la réconciliation. Chaque petite goutte d'eau a un impact. Ian Proud, de The Peacemonger, merci beaucoup pour votre temps aujourd'hui.

#Ian Proud

Merci, Pascal.